

Education pour tous : le Burundi réalise des progrès "immenses"

@rib News, 18/06/2016 – Source Xinhua Le Burundi a fait avancées "immenses" pour atteindre l'objectif "Education pour tous", prévu par la déclaration "Cadre d'action de Dakar", estime l'expert en gestion des projets d'éducation et porte-parole du ministère burundais de l'Education, Edouard Juma, dans une interview accordée à Xinhua samedi. La déclaration intitulée "Cadre d'action de Dakar" a été adoptée lors d'un forum mondial sur l'éducation, tenu à Dakar au Sénégal, en 2000 sous l'égide de l'UNESCO.

S'exprimant en marge d'un forum national sur l'éducation, M. Juma a déclaré qu'au cours des 16 ans passés, le Burundi a consenti un "gros" effort dans le développement de l'éducation, en accordant plus de 30% des dépenses publiques à la rubrique éducative. Aujourd'hui, a-t-il ajouté, le Burundi a déjà atteint un taux "d'achèvement" de plus de 80% au niveau du cycle primaire (1ère année-6ème année). Par ailleurs, a-t-il poursuivi, la nouvelle réforme introduite depuis l'année scolaire 2012-2013, a marqué un tournant "important" au Burundi, en faisant passer l'enseignement de base de six à neuf ans. Avec cette réforme, le Burundi vient d'obtenir "un taux de transition de 82% portant passage de la 6ème à la 7ème année", a-t-il signalé. Selon M. Juma, un tel résultat au niveau de l'achèvement est à saluer. Le Burundi a aussi atteint la parité numérique de 50% contre 50% entre les filles et les garçons au niveau du cycle primaire (enseignement de base), a-t-il révélé. "Cela est d'autant plus vrai qu'on recense dans certaines écoles primaires une domination numérique des filles par rapport aux garçons", a-t-il fait remarquer. QUELQUES DEFIS PERSISTENT Cependant, la parité filles-garçons est loin d'être atteinte au cycle secondaire, le taux d'occupation scolaire des filles au secondaire restant autour de 30%, a déploré M. Juma. Le Burundi fait face également à la problématique de "scolarisation durable" tout au long de l'ensemble du cursus scolaire, a-t-il signalé. Il a rappelé que l'UNESCO encourage les Etats, de mobiliser leurs populations respectives, à tendre vers 12 ans de scolarité en vue de pérenniser les acquis de manière durable. Selon M. Juma, l'autre hic burundais au niveau de l'éducation est la problématique du "financement de la qualité" de l'enseignement dispensé. "En effet, en dépit des nombreuses écoles construites, beaucoup d'élèves ne sont pas équipés en manuels scolaires, un facteur qui provoque une baisse de performances au niveau des réussites", a-t-il déploré. Selon une étude réalisée au Burundi en 2014, en fin du cycle primaire, la majorité des élèves n'ont pas les compétences "suffisantes" qui leur permettraient d'avoir des assurances pour réussir le niveau secondaire. M. Juma a souligné que le secteur éducatif burundais souffre également de sa qualité, du fait que plus de 90% des financements sont orientés vers le paiement des salaires des enseignants. "Or, la qualité, ce n'est pas ça", a-t-il martelé. Il a également révélé que les pas sont restés "timides" au niveau de l'enseignement préscolaire au Burundi, avec un taux de scolarisation de moins de 5%, contre 12 à 15% pour la moyenne d'autres pays africains. "D'énormes efforts" restent à faire pour redresser la situation au niveau de l'éducation préscolaire, a déclaré l'expert.